

Auteur : Qatar

Commission : Conseil économique et social :

Question : Les terres agricoles dans le monde : quelles propriétés pour quelles utilisations ?

Le Qatar est une souveraineté indépendante de l'Union Arabe (Arab State). La religion appliquée est l'islam. La Sharia pourrait être source des législations du pays. Le système politique actuel est la démocratie. L'arabe est obligatoirement la langue officielle de la nation. La capitale de l'état est Doha. Au cas contraire, de l'élaboration d'un nouveau projet de loi. Le gouvernement doit exercer sa souveraineté sur tous les territoires Qataris et ne doit en aucun cas la céder à un autre territoire local ou extérieur.

Fortement dépendant des importations étrangères, le Qatar multiplie les initiatives pour assurer sa sécurité alimentaire. L'émirat compte bien faire de sa faiblesse sur le plan agricole, un atout d'influence sur la scène mondiale. Comme la plupart de nos voisins du Golfe, l'émirat est dépendant à 90% des importations étrangères pour ses besoins alimentaires. Lucide sur ses faiblesses structurelles, l'émirat a rapidement pris conscience de l'importance du facteur alimentaire et de la menace qu'il représente pour sa stabilité intérieure. Le plan « *Vision 2030* », qui expose les ambitions et les objectifs de Doha pour les deux prochaines décennies, met la sécurité alimentaire au centre de la stratégie de l'émirat. Le Cheikh Tamim - déclarait, que la sécurité alimentaire était « *le défi le plus pressant* » auquel notre pays était confronté. Lancé en 2013, le Qatar National Food Security Programme mobilise depuis de nombreux experts internationaux. Son objectif était de devenir opérationnel en 2014. Ce projet ambitieux visait à satisfaire 60 à 70 % des besoins alimentaires d'une population d'environ 1,7 millions d'habitants (dont 300 000 qataris) à partir de la production locale. En s'appuyant sur le développement de l'agriculture durable ou encore la multiplication d'usines de dessalement alimentées à l'énergie solaire pour faire face aux besoins d'eau.

Le Qatar s'est aussi lancé dans le *land grabbing* ou l'achat de terres à l'étranger. Notre volonté de construire notre sécurité alimentaire en produisant à l'étranger est traduite par un manque de ressources en eau et en terre. Principalement déclenchée par la crise des prix alimentaires de 2007-2008, la ruée sur les terres est un phénomène en pleine expansion.

Lancée le 9 mars 2012 à l'occasion du 1^{er} Forum mondial pour la sécurité alimentaire à Rabat, l'Alliance mondiale des pays désertiques (AMPD) est l'instrument de la politique agricole extérieure de Doha. Ce partenariat a pour objectif la recherche de solutions permettant d'assurer la sécurité alimentaire de ses membres.

Une trentaine de pays ont déjà exprimé le souhait de rejoindre l'Alliance. Le siège de l'organisation, qui sera basé à Doha, ambitionne de regrouper les pays du Golfe, le Maghreb (le Maroc a déjà annoncé son intention de rejoindre l'Alliance) et les pays du Sahel, touchés de plein fouet par la crise alimentaire, voire même par les pays du nord de la Méditerranée, de plus en plus confrontés aux problèmes de désertification des terres. Soit un vaste territoire aride ou semi-aride couvrant près de 40% de la planète et peuplé de 2 milliards d'hommes et de femmes.

En marge du Sommet des Nations Unies sur le développement durable à Rio en juin 2012, le secrétaire général Ban Ki-Moon s'est engagé à soutenir pleinement l'émirat dans ses projets. En s'emparant de l'un des enjeux majeurs du XXI^e siècle, la bataille contre la faim, le Qatar acquiert un prestige symbolique.